

POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU MARDI 10 AVRIL 2018, A 18h30

L'an Deux Mille Dix Huit, Le Dix Avril, à dix huit heures trente, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, à la Maison du Bois 34, rue d'Hesdin à Auchy les Hesdin, après convocation légale en date du Trente Mars Deux Mille Dix Huit, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur BACHELET fait l'appel des membres du Comité Syndical et rappelle l'ordre du jour de la séance :

- Vote du budget primitif 2018
- Délibération portant sur la participation financière des Communautés de Communes pour le budget du PETR
- Délibération portant sur le montant de la participation financière du PETR à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois
- Délibération portant sur l'adhésion à la Fédération Nationale des SCOT
- Délibération portant sur l'adhésion à l'Association Nationale des Pôles Territoriaux et des Pays
- Délibération portant sur l'adhésion à la Fédération des Boutiques à l'Essai
- Délibération portant sur le partenariat avec l'APES et l'Agence d'Attractivité Opale & Co sur l'économie sociale et solidaire
- Délibération portant sur la réalisation d'une étude pré-opérationnelle OPAH et sollicitant les demandes de financement
- Délibération définissant les modalités d'élaboration et de concertation du PCAET
- Questions diverses

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 27 mars 2018 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur François DOUAY est nommé secrétaire de séance.

FONCTIONNEMENT

Chapitre /article	Dépenses de fonctionnement		Chapitre/ article	Recettes de fonctionnement	
		BP 2018			BP 2018
011	Charges à caractère général	186 985,00	002	Résultat de fonctionnement reporté	78 540,87
6064	Fournitures administratives	2.000,00	74	Dotations, subventions, participation	158 581,13
6132	Location immobilière	500,00			
616	Primes d'Assurance	4.000,00			
6231	Annonces et insertion	3.000,00			
617	Etudes et Recherches :	149 000,00	74751	GPF de rattachement - Participation Ternois 1,71€/hab (38 408 hab) - Participation 7 Vallées 3,11€/hab (29 769 hab)	158 581,13 65 873,67 92 707,46
	- Etude tourisme	39 000,00			
	- Etude pré-opérationnelle OPAH (120 000 € sur 2 exercices)	60 000,00			
	- Elaboration PCAET (100 000 € sur 2 exercices)	50 000,00			
6184	Versement à des organismes de formation	1 000,00			
6236	Catalogues et imprimés	9.000,00			
6256	Missions	1.000,00			
6257	Réceptions	3 700,00			
6261	Frais d'affranchissement	500,00			
6281	Concours divers :	9.285,00			
	- Adhésion FNSCOT	685,00			
	- Adhésion ANPP	600,00			
	- Boutique à l'essai	8 000,00			
62876	Au GFP de rattachement	4.000,00			
022	Dépenses imprévues	7 000,00			
65	Autres charges de gestion courante	38 100,00			
6554	Contributions diverses :	31 100,00			
	- AULA	24 000,00			
	- ITA7V (AP entrepreneuriat)	5 000,00			
	- PETR Montreuillois (ESS)	2 100,00			
	- EPF, OCSOL2D	7 000,00			
68	Dotations aux amortissements et provisions	49 772,00	77	Produits exceptionnels	44 735,00
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	49 772,00	777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	44 735,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2018		281 857,00	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018		281 857,00

INVESTISSEMENT

Chapitre /article	Dépenses d'investissement en €		Chapitre /article	Recettes d'investissement en €	
139	Subventions d'investissement transférées au compte de résultat	44 735,00	280	Amortissements des immobilisations incorporelles	49 772,00
13911	Etat et établissements nationaux	37 200,00	2802	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	49 772,00
13912	Régions	7 535,00			
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2018		44 735,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2018		49 772,00

Pour information :

Population municipale en vigueur au 1^{er} janvier 2018

Communauté de Communes du Ternois : 38 404 habitants

Communauté de Communes des 7 Vallées : 29 769 habitants

Ternois – 7 Vallées : 68 173 habitants

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer pour l'approbation, chapitre par chapitre, du budget primitif 2018 présenté.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le budget primitif 2018 est approuvé.

DELIBERATION PORTANT SUR LA PARTICIPATION FINANCIERE DES COMMUNAUTES DE COMMUNES POUR LE BUDGET DU PETR

Compte-tenu du budget primitif 2018 voté précédemment, il est proposé :

- de fixer la participation de la Communauté de Communes des 7 Vallées à 3,11 €/habitant.

La population prise en compte est la Population légale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2018 (population municipale) soit 29 769 habitants.

- de fixer la participation de la Communauté de Communes du Ternois à 1,71 €/habitant.

La population prise en compte est la Population légale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2018 (population municipale) soit 38 404 habitants.

En effet, depuis la création du Syndicat Mixte pour le SCOT du Pays du Ternois, les collectivités du Ternois ont versé chaque année une cotisation.

Au 31 décembre 2016, le Syndicat Mixte présentait un excédent de fonctionnement de 97 762,19 € et un déficit d'investissement de 12 592,10 €.

Au 31 décembre 2017, le PETR présentait un excédent de fonctionnement de 78 540,87€ et un budget à l'équilibre en investissement. Cet excédent a été réparti entre les deux collectivités, à savoir : 11 626,21 € pour les 7 Vallées et 66 914,65€ pour le Ternois.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, cette proposition est acceptée.

DELIBERATION PORTANT SUR LE MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU PETR A L'AGENCE D'URBANISME DE L'ARTOIS

Compte-tenu du budget primitif 2018 voté précédemment, il est proposé de fixer la participation du Syndicat Mixte à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois à 22 497 € pour l'année 2018.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, cette proposition est acceptée.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ADHESION A LA FEDERATION NATIONALE DES SCOT

Créée à l'issue des rencontres nationales des SCOT de juin 2010, la Fédération nationale des SCOT a pour objet de fédérer les établissements publics chargés de l'élaboration et de la gestion des schémas de cohérence territoriale, afin de favoriser la mutualisation des savoir-faire et l'échange d'expériences.

Elle tend :

- d'une part à constituer un centre de ressources et de réseaux pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens par l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire sur divers thèmes (évolutions juridiques, méthodologie d'élaboration et de gestion, témoignages...) et formes (veille juridique, commissions de travail, rencontres nationales, régionales, locales...),
- et d'autre part à porter un discours cohérent et partagé de l'ensemble des structures porteuses de SCOT et à constituer un lieu de réflexion et de prospective ainsi qu'une force de proposition dans les débats nationaux en matière d'urbanisme et d'aménagement, et un espace de partenariat avec les élus locaux et leurs associations, l'État et ses services, les autres associations d'élus et/ou de professionnels de collectivités territoriales ou œuvrant dans le champ du développement territorial.

Compte tenu de l'intérêt que trouve notre Syndicat Mixte à adhérer à la Fédération Nationale des SCOT pour bénéficier de ses services et participer aux activités mises en œuvre pour ses adhérents, notre établissement public envisage de renouveler son adhésion à cette Fédération.

La cotisation pour l'année 2018 s'élèverait, compte tenu de la population du périmètre de notre SCOT, à 681,73 euros (soit 0,01€/habitant).

Le Comité Syndical désignera un représentant au sein de l'assemblée générale de la Fédération.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer pour adhérer à la Fédération Nationale des SCOT, de s'acquitter de la cotisation annuelle et de nommer un représentant titulaire et un suppléant.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, cette proposition est acceptée. M. BACHELET Claude est désigné comme représentant titulaire et M. DERAY Pascal comme représentant suppléant.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ADHESION A L'ASSOCIATION NATIONALE DES POLES TERRITORIAUX ET DES PAYS

L'Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays représente et fédère les Pays / les Pôles territoriaux / les CDDRA / les Territoires de projets / les Conseils de développement.

L'ANPP a trois missions :

- Mission de fédération des Territoires de projets et veille législative et réglementaire
- Mission de représentation des Territoires de projets auprès des Pouvoirs publics et grands opérateurs
- Mission d'animation du réseau des Territoires de projets

La cotisation pour l'année 2018 s'élève à 600 €.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer pour adhérer à l'Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays et de s'acquitter de la cotisation annuelle.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, cette proposition est acceptée.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ADHESION A LA FEDERATION DES BOUTIQUES A L'ESSAI

Deux réseaux Initiative France et la Fédération des Boutiques à l'Essai s'unissent pour conforter le commerce en centre-ville et lutter contre la disparition du commerce de proximité. Dans ce cadre, une convention nationale de partenariat a été signée le 22 février 2016.

Le concept « Ma boutique à l'essai » porté par la Fédération du même nom permet à un porteur de projet de tester pendant six mois, renouvelable 1 fois, son idée de commerce en centre-ville grâce à un loyer modéré et à un accompagnement pré et post-crétation.

Le « loyer modéré » est négocié par la Fédération des Boutiques à l'essai en partenariat avec la commune concernée par le projet de création de commerce et avec les propriétaires de locaux vacants. Ce dispositif a été créé à la suite d'une opération pilote menée en 2013 par la plateforme Initiative Oise Est avec la mairie de Noyon (Oise), la Communauté de Communes du Pays Noyonnais et l'association locale des commerçants.

A travers ce partenariat, l'ensemble des plateformes qui composent le réseau Initiative France proposent aux nouveaux entrepreneurs d'éprouver le potentiel et la solidité de leur projet d'entreprise en limitant les risques d'échec.

Sur 19.000 entrepreneurs qui bénéficient chaque année d'un prêt d'honneur d'une des 227 plateformes du réseau Initiative France, beaucoup créent leur activité dans le commerce de proximité. De nombreux Français aspirent à un projet de commerce local mais n'osent pas franchir le pas, en raison des risques financiers.

Monsieur le Président propose d'adhérer à la Fédération des Boutiques à l'essai afin de permettre au territoire de bénéficier d'un accompagnement et des supports de communication développés par celle-ci.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer pour adhérer à la Fédération des Boutiques à l'essai, de s'acquitter de la cotisation annuelle de 5 000 € la première année et de 2 500 € les années suivantes, d'autoriser le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à cette décision.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical approuve :

- L'adhésion à la Fédération des Boutiques à l'essai ;
- L'acquittement de la cotisation annuelle de 5 000 € la première année et de 2 500 € les années suivantes ;

et autorise le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à cette décision.

DELIBERATION PORTANT SUR LE PARTENARIAT AVEC L'APES ET L'AGENCE D'ATTRACTIVITE OPALE & CO SUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Les Pays du Ternois et des 7 Vallées collaborent depuis plusieurs années avec l'APES pour l'animation du réseau des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Monsieur le Président propose de signer une convention de partenariat avec l'APES et l'Agence d'Attractivité Opale & Co pour fixer le cadre d'intervention de l'Apes auprès des territoires du Montreuillois et du Ternois – 7 Vallées pour l'accompagnement d'un collectif d'acteurs ESS local qui reste à consolider, en vue de la mise en place d'une politique dédiée à l'ESS, pour l'année 2018.

L'APES est un réseau issu d'une démarche de mobilisation d'acteurs régionaux qui se reconnaissent de façon volontaire, par leurs valeurs et leurs pratiques, dans l'économie solidaire, et regroupe plusieurs centaines d'acteurs régionaux, intervenant dans l'ensemble des champs d'activités : finances solidaires, commerce équitable, services à la personne, culture, environnement, développement rural et agricole...

Force de proposition, réseau d'échanges entre acteurs intervenant dans des domaines variés, espace d'animation de débats publics, l'APES développe ses activités autour de trois missions principales :

- Valoriser l'économie solidaire et l'inscrire au sein des instances et des débats publics ;
- Appuyer l'émergence, la pérennisation et le développement d'initiatives solidaires ;
- Investir la recherche et le développement en économie solidaire

Ce partenariat vise à répondre à plusieurs objectifs :

- Consolidation du collectif ESS local et montée en compétence ;
- Favoriser la connaissance mutuelle des parties prenantes du secteur ;
- Donner à connaître et reconnaître l'ESS auprès des acteurs du développement économique du territoire ;

Cela permettra d'organiser sur le PETR des petits-déjeuners et rencontres thématiques sur ce sujet, des actions collectives entre membres en fonction des besoins exprimés, etc.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer pour participer à cette action, de participer financièrement à hauteur de 2 100 €, d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat et ses éventuels avenants, d'autoriser le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à cette décision.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical approuve :

- La participation à cette action ;
- La participation financière à cette action à hauteur de 2 100 € ;

et autorise le Président à :

- signer la convention de partenariat et ses éventuels avenants
- signer l'ensemble des pièces nécessaires à cette décision.

DELIBERATION PORTANT SUR LA REALISATION D'UNE ETUDE PRE-OPERATIONNELLE OPAH ET SOLLICITANT LES DEMANDES DE FINANCEMENT

L'OPAH de l'Hesdinois est arrivée à son terme, tout comme l'OPAH du Ternois.

Dans le cadre du PETR Ternois 7 Vallées, pour mutualiser les moyens et les coûts, il a été décidé de travailler conjointement sur un diagnostic préalable de l'habitat, effectué par l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA). Ce diagnostic est en cours et sera finalisé fin mars 2018.

Suite à ce diagnostic, une étude pré-opérationnelle doit être réalisée pour définir les objectifs de l'opération et les moyens à mettre en œuvre. Cette étude rendra compte de l'opportunité de mettre en place une opération de type OPAH, mais aussi du territoire concerné (une seule opération à l'échelle du PETR ou une opération par EPCI).

Il est envisagé le portage de l'étude pré-opérationnelle par le PETR, à l'échelle Ternois 7 Vallées, en vue de diminuer les coûts.

Cette étude sera réalisée au cours du 2ème semestre 2018, pour pouvoir mettre en œuvre une opération dès le début de l'année 2019.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses			Recettes	
Etudes	100 000 € HT	120 000 € TTC	Etat (ANAH)	50 000 € (50% du HT)
			Autofinancement	70 000 €
Total	100 000 € HT	120 000 € TTC	Total	120 000 € TTC

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer pour :

- Approuver le projet et le plan de financement prévisionnel
- Autoriser le Président à solliciter une subvention auprès de l'ANAH et des autres partenaires potentiels (Région...) susceptibles de financer
- Autoriser le Président à signer l'ensemble des documents relatifs à cette décision

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical approuve :

- Le projet et le plan de financement prévisionnel

et autorise le Président à :

- solliciter une subvention auprès de l'ANAH et des autres partenaires potentiels (Région...) susceptibles de financer
- signer l'ensemble des documents relatifs à cette décision.

DELIBERATION DEFINISSANT LES MODALITES D'ELABORATION ET DE CONCERTATION DU PCAET

Monsieur le Président rappelle la procédure d'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET). Celui-ci :

- est obligatoirement élaboré par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) de plus de 20 000 habitants au 1er janvier 2017 ;
- est établi avant le 31 décembre 2018 pour les EPCI de plus de 20 000 habitants existants au 1er janvier 2017.
- doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, en application de l'article R.122-17 du code de l'environnement ;
- fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours après 3 ans de mise en œuvre ;
- est révisé tous les 6 ans.

Le PCAET doit être compatible avec le Plan de Protection de l'Atmosphère, avec le Schéma Régional Climat Air Énergie en attendant l'introduction en droit du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires. Le PCAET doit prendre en compte le Schéma de

Cohérence Territoriale ainsi que les orientations générales concernant les réseaux d'énergie arrêtées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) des Plans Locaux d'Urbanisme (Intercommunaux). Enfin, les PLU doivent prendre en compte le PCAET.

Le PCAET est un document cadre de la politique énergétique et climatique d'un territoire. Il permet à la collectivité de se fixer des objectifs stratégiques et opérationnels pour les enjeux listés ci-dessous :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- Renforcement du stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments ;
- Maîtrise de la consommation d'énergie finale ;
- Production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage ;
- Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur ;
- Productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires ;
- Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration ;
- Evolution coordonnée des réseaux énergétiques ;
- Adaptation au changement climatique.

Selon l'article R229-51 du code de l'environnement, le PCAET comprend :

- un diagnostic, à savoir une estimation des émissions territoriales de GES et une analyse de leurs possibilités de réduction ; une estimation des émissions territoriales de polluants atmosphériques et une analyse de leurs possibilités de réduction ; une estimation de la séquestration nette CO2 et de ses possibilités de développement ; une analyse de la consommation énergétique finale du territoire et de son potentiel de réduction ; la présentation des réseaux de transport d'énergie et une analyse des options de leur développement ; un état de la production des énergies renouvelables et une analyse du potentiel de développement de celles-ci ; une analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique ;
- une stratégie territoriale, avec définition d'objectifs, notamment en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de transition énergétique, de réduction des polluants atmosphériques,
- un programme d'actions, portant sur l'ensemble des secteurs d'activités du territoire, recensant l'ensemble des actions de la collectivité et des acteurs socio-économiques du territoire,
- et un dispositif de suivi et d'évaluation.

La totalité de l'élaboration du PCAET sera assurée par un bureau d'études. Les rôles d'animation et de suivi de la mise en œuvre du programme d'actions seront définis au moment de l'écriture du plan d'actions.

Monsieur le président du PETR précise ci-après les modalités d'élaboration et de concertation du Plan Climat Air Energie Territorial du PETR Ternois 7 Vallées :

La gouvernance de l'élaboration du PCAET

Le **bureau et le comité syndical** auront pour fonction de valider les orientations à prendre lors de chaque étape d'élaboration du PCAET, à savoir diagnostic, définition de la stratégie et écriture du plan d'actions.

Le **comité technique**, animé par la chargée de mission du PCAET et composé de l'ensemble des techniciens référents sur la thématique (partenaires institutionnels...), aura pour mission de suivre techniquement chaque étape d'élaboration du PCAET et de les soumettre à la validation de l'instance décisionnaire finale.

La **commission Transition Energétique, Ecologique et Agriculture Durable** du PETR Ternois 7 Vallées Composée des élus référents sur la thématique du PCAET et des partenaires extérieurs, elle devra prendre connaissance et amender les différentes étapes de travail, en amont des validations du comité de pilotage.

Les **bureaux et/ou conseils communautaires de Ternois Com et de 7 Vallées Comm**

Ces instances, composées des élus de chaque EPCI, seront informées de l'avancée de l'élaboration du PCAET.

Les modalités de concertation

Une concertation sera mise en place pour orienter et alimenter les travaux d'élaboration du PCAET. Pour cela, des ateliers seront organisés, regroupant les différents acteurs du territoire. Ils permettront également de co-construire le programme d'actions pour assurer leur opérationnalité. Le bureau d'études devra tenir compte du contenu de ces ateliers pour amender le PCAET à chacune des phases de son élaboration.

Les différentes instances de concertation déjà existantes sur le territoire seront également sollicitées (conseil de développement ...).

La concertation est un enjeu majeur car elle favorise la mobilisation des acteurs, leur bonne appropriation des enjeux et des actions qui en découlent pour une bonne mise en œuvre.

Aussi, une information générale sera donnée de manière régulière sur l'avancée des travaux du PCAET au moyen :

- de la presse locale,
- des journaux communautaires et des bulletins municipaux,
- ou encore dans une rubrique spécifique au PCAET sur le site internet du territoire permettant un accès aux éléments du dossier (diagnostic, projet du PCAET).

Enfin, comme l'indique l'article R. 229-53, le PETR Ternois 7 Vallées informera de ces modalités le Préfet, le Préfet de Région, le Président du Conseil Départemental et le Président du Conseil Régional.

Il en informera également les maires des communes concernées, les représentants des autorités organisatrices mentionnées à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales présentes sur son territoire, le président de l'autorité ayant réalisé le SCoT le cas échéant, les présidents des organismes consulaires compétents sur son territoire ainsi que les gestionnaires de réseaux d'énergie présents sur son territoire.

Les modalités de suivi et d'évaluation

Des indicateurs seront déterminés par actions pour estimer l'atteinte de leurs objectifs.

Un suivi sera mis en place tout au long de la durée du PCAET, c'est-à-dire que chaque année, les indicateurs de chaque action seront renseignés, dans un tableau de bord, pour mesurer l'atteinte de leurs objectifs. Une évaluation intermédiaire à 3 ans, puis une évaluation finale au bout des 6 ans de la durée du PCAET seront faites. Elles permettront d'apprécier l'efficacité de la démarche, des actions, des moyens humains et financiers dédiés et enfin, la méthode de concertation choisie. Elles permettront de mettre au jour les réussites, les difficultés et enfin, les erreurs liées à la démarche. L'objectif étant d'assurer la performance et la pertinence de la nouvelle démarche PCAET.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer pour :

- Approuver les modalités de concertation
- Prescrire le lancement de la démarche d'élaboration du PCAET, selon les modalités de concertation, de suivi et d'évaluation,
- Autoriser le lancement du marché pour recruter un prestataire pour l'élaboration du PCAET
- Transmettre la délibération au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional, qui disposeront d'un délai de deux mois pour transmettre au PETR Ternois 7 Vallées les informations qu'ils estiment utiles à l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial. La présente délibération sera également transmise à l'ensemble des personnes mentionnées à l'article R229-53 du code de l'environnement,
- Autoriser le Président du PETR à engager les démarches nécessaires et à procéder à la signature de tout acte y afférent

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical :

- Approuve les modalités de concertation ;
- Prescrit le lancement de la démarche d'élaboration du PCAET, selon les modalités de concertation, de suivi et d'évaluation ;
- Autorise le lancement du marché pour recruter un prestataire pour l'élaboration du PCAET ;
- Approuve la transmission de la délibération au Préfet de Région ainsi qu'au Président du Conseil Régional qui disposeront d'un délai de deux mois pour transmettre au PETR Ternois 7 Vallées les informations qu'ils estiment utiles à l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial. La présente délibération sera également transmise à l'ensemble des personnes mentionnés à l'article R229-53 du code de l'environnement ;
- Autorise le Président du PETR à engager les démarches nécessaires et à procéder à la signature de tout acte y afférent.

QUESTIONS DIVERSES

Aucune autre remarque n'est soulevée par les membres du Comité Syndical.

Monsieur BACHELET remercie les membres et clôt la séance.

La séance est levée à 19h30.